

De l'autre côté de la baie... et ici

Author : Mademoiselle Catherine

Date : 14 décembre 2016

Dans la nuit du 2 au 3 décembre dernier, [un incendie](#) dans un atelier d'artistes clandestin a fait 36 morts à Oakland. Ce tragique accident pose la question de la sécurité, voire de la légitimité des endroits estampillés "do it yourself". Et si les médias et les pouvoirs publics se posaient les mauvaises questions ?

Cette année, les heureux hasards de la vie m'ont permis de passer plusieurs semaines à Oakland, dans la baie de San Francisco. J'ai découvert une ville aux visages multiples où les [initiatives communautaires combattent la gentrification sauvage](#). Une ville aux relents [post-apocalyptiques](#) renaissant de ses cendres après des décennies de calvaire qui lui ont laissé mauvaise réputation.

Dans la nuit du 2 au 3 décembre, un incendie à l'origine encore indéterminée a ravagé le Ghost Ship, un atelier d'artistes installé dans le quartier de Fruitvale, à l'Est de la ville. Ce soir-là, environ 70 spectateurs s'y étaient réunis pour applaudir des musiciens du label 100% Silk, mais il est difficile de connaître le nombre exact de personnes alors présentes dans l'ancien entrepôt qui servait de résidence à une dizaine d'artistes.

Dès l'annonce du drame, les médias s'empressent de chercher un coupable, faisant porter le chapeau au seul locataire légal des lieux, Derick Ion Almena, qui porte sans conteste une part de responsabilité. Hangar transformé sans permis fin-2013, le Ghost Ship, dont l'[architecture labyrinthique](#) faite de bric et de broc a grandement ralenti et perturbé l'intervention des pompiers, n'était pourtant [pas inconnu des pouvoirs publics](#) et avait déjà fait l'objet de plusieurs plaintes, la première datant de [2014](#). D'anciens résidents [confirment](#) que l'immeuble était vétuste, et pourtant, au vu des immenses difficultés pour les artistes locaux à trouver des lieux de création – et d'habitation – adaptés, la plupart fermaient les yeux sur l'insalubrité du bâtiment (cf. [cette remarquable analyse](#) d'Antwan Herron pour le webzine Wear Your Voice).

Au lendemain de l'incendie, la musicienne Kimya Dawson élargit elle aussi le débat avec [ce texte](#) publié sur sa page facebook :



Kimya Dawson

Yesterday at 3:44am · 🌐

Follow



It's hard to find words. I have played in so many spaces with precarious floors and beams and stairs and not enough exits and certainly no sprinklers. Warehouses, squats, basements, rooftops, barns. Playing music saves my life. People tell me listening to music saves their lives. People telling me that my music saved their life saves my life even more. And we take the risks. Playing and listening in unsafe spaces. Because when we feel like we are dying anyway the risks don't seem as risky as the risks we already face every day. The risk of self destructing. There aren't enough places for us to gather. Our favorite places get turned into parking lots. So many clubs with their overhead and their staffs and their contracts and their lack of inclusivity and lack of tolerance and their age restrictions and their bars and their bigots. Those spaces are also unsafe just in different ways. Those spaces break you if you don't make em the money. Because it's always about the money. The fucking money. They will make you feel like a failure. Like a piece of shit. But all we can do is art. So we meet underground. We lurk in the shadows. And there it isn't about success or failure. We sing and scream and cry and laugh and dance and group hug like cinnamon rolls and tell each other to get home safe and stay safe and be careful because the world is scary and the world is risky. We know we have to take care of each other.

So we meet in warehouses. Where we can just love on each other and escape from all the scariness and sadness. We take care of each other in our unsafe spaces that can feel so much safer than your safest spaces.

Imagine you were on a sinking ship. And there is only one lifeboat. And someone screams that there is a chance the lifeboat might tip over.

You'll take that chance.

If I hadn't had people inviting me to their unconventional venues over the years I would have been dead a long long time ago.

We're not trying to put each other in danger. We are trying to save each other's lives. We love each other so much.

I love you all.

[#oaklandfire](#)

(...) J'ai joué dans de nombreux espaces aux sols, aux poutres et aux escaliers précaires, pas assez de sorties et certainement pas d'extincteurs automatiques. Des entrepôts, des squats, des sous-sols, des toits, des granges. (...) Il n'y a pas assez d'endroits pour nous rassembler. (...) Nous nous rencontrons donc sous terre. (...) Nous prenons soin les uns des autres dans nos espaces dangereux où nous nous sentons beaucoup plus en sécurité que dans vos espaces les plus sûrs. Imaginez que vous êtes sur un bateau qui coule et qu'il n'y a qu'un seul canot de sauvetage. Si quelqu'un crie qu'il y a une chance qu'il bascule, vous allez quand

même prendre le risque. (...)

Les questions soulevées par Antwan Herron et Kimya Dawson font écho à une réalité trop bien connue de toute personne investie dans les scènes dites "alternatives", là-bas comme ici : pénurie d'endroits, difficultés pour ceux-ci à exister, communication compliquée avec les pouvoirs publics... Une spirale administrative aux allures kafkaïennes tant les ramifications de la toile sécuritaire sont multiples et complexes, onéreuses et chronophages pour des endroits aux moyens humains et financiers souvent très limités.

État des lieux avec trois acteurs de la vie culturelle liégeoise.



Photo : Mademoiselle Catherine

Situé dans le bas de la rue des Wallons, le [Cercle du Laveu](#) (le Cercle, pour les intimes) est tenu par un noyau dur de bénévoles hyperactifs qui, outre le ciné-club dominical par lequel tout a commencé, organisent des groupes d'achat en commun, des soirées jazz & échecs, des concerts, des tables d'hôtes... Depuis 2011, les bénévoles du Cercle sont aux prises avec les travaux de mise aux normes exigés par les pompiers afin de poursuivre leurs différentes activités dans les meilleures conditions possibles. Entre temps, ils se sont constitués en asbl, sont devenus les locataires officiels de la salle et commencent à entrapercevoir le bout de leur parcours du combattant, comme me l'explique Pieter :

"Les pompiers ne nous ont jamais empêché d'ouvrir, mais les travaux auraient pu nous mettre dans une grande détresse financière. Si on a pu les payer, c'est parce qu'on a quasiment tout fait nous-même. C'est là que le système belge nous a bien aidés, car une partie d'entre nous était alors au chômage, sans quoi, il nous aurait fallu faire appel à des entreprises extérieures, et ça nous aurait coûté beaucoup plus cher. Comme nous avons dû utiliser des matériaux bien précis, avec des délais de livraison parfois longs, et que nous étions légalement tenus de faire faire certaines transformations par des entreprises homologuées, ça a représenté beaucoup de temps et d'argent que nous aurions préféré pouvoir investir dans d'autres projets".

Locataire des lieux, l'asbl du Cercle s'est vue obligée d'effectuer ces travaux à la demande des propriétaires du bâtiment : "Il arrive que les propriétaires fassent appel aux organismes de contrôle par excès d'honnêteté, et c'est compliqué d'obtenir des réponses aux nombreuses questions qu'on se pose. On est très mal armés pour établir un dialogue. Les cahiers des charges sont établis par des bureaucrates qui envisagent toujours le pire, et ces normes sont difficiles à appliquer – sauf peut-être dans les bâtiments neufs – parce qu'elles sont faites pour garantir une sécurité maximale qui tend vers le risque zéro. Or, on sait très bien que le risque zéro n'existe pas".

Si la volonté de se mettre en règle a toujours été présente, les membres du Cercle déplorent cependant les problèmes de communication qui résultent de ce qui peut être perçu comme un rapport de force : "Les pompiers sont là pour appliquer des règles, et c'est tout à fait légitime, mais on est dans une logique injuste, car leurs contrôles ne visent que les endroits qui sont dans leurs dossiers : la question du tri ne leur appartient pas".

Et bien entendu, les contrôles annuels et autres inspections sont payants.

"Finalement, la seule manière de se protéger, c'est le pognon. Les grandes institutions n'ont pas ces problèmes-là : un contrôle leur tombe dessus, et ils demandent un subside extraordinaire qu'ils vont avoir. Ils ont des moyens que nous n'avons pas".

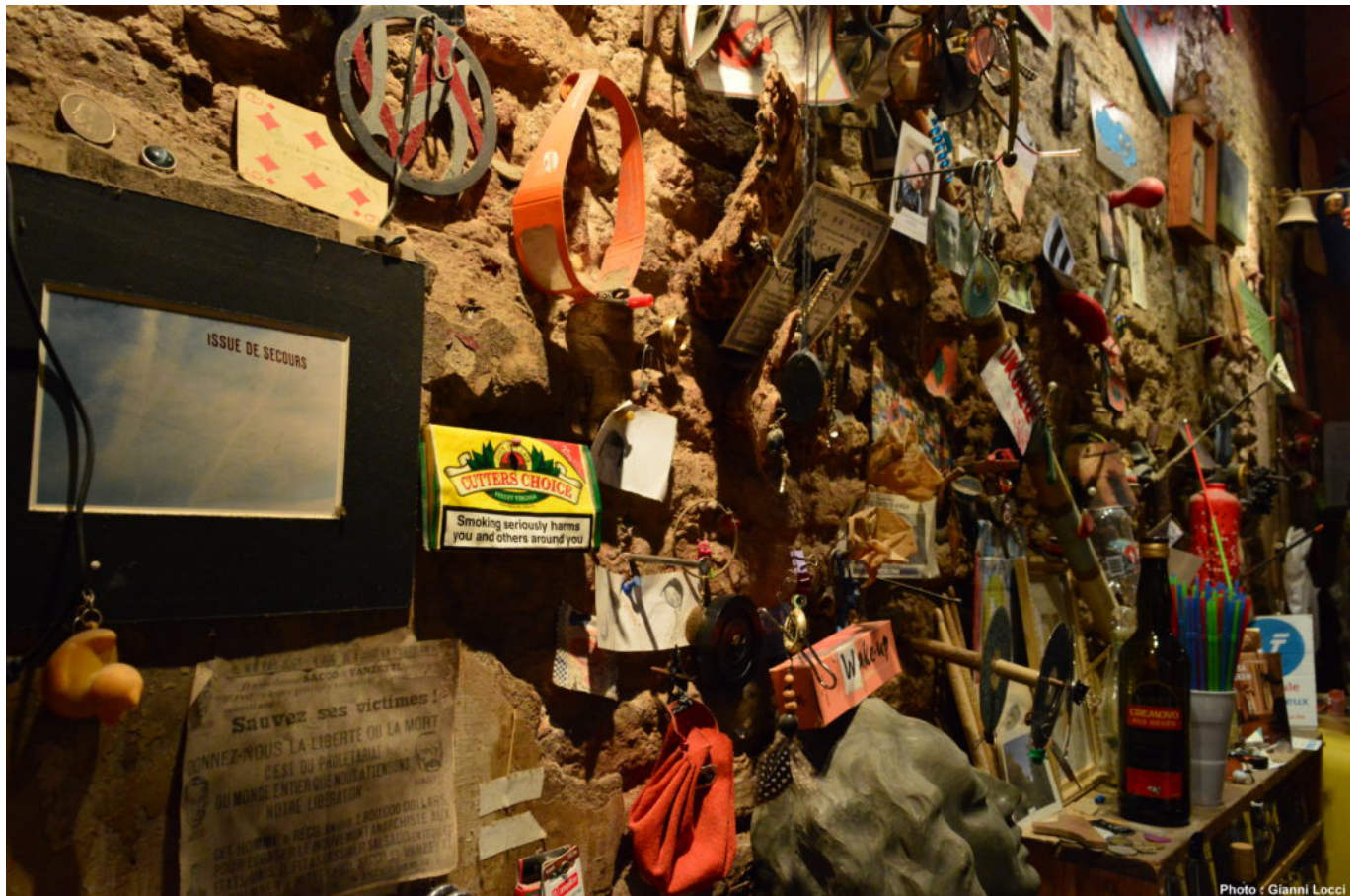


Photo : Gianni Locci

Même son de cloche sur la rive droite où, en mai 2002, une poignée d'ardents volontaires crée [L'An Vert](#). Depuis, la jolie salle d'Outremeuse s'est imposée comme un passage obligé pour les amateurs de jazz et de songwriting en accueillant la crème de la crème des musiciens d'ici et d'ailleurs. En 2007, victime de son succès grandissant, L'An Vert reçoit une visite de la ville de Liège qui leur envoie les pompiers et marquera le début de 8 ans de travaux... toujours en cours.

Chronologie d'un cauchemar avec Jo Mauceli :

"On est en règle depuis 2015. En plus d'avoir duré 8 ans, cette mise aux normes nous a coûté environ 20 000€ dont la moitié a été financée par des soirées de soutien. Pour l'autre moitié, nous avons demandé aux artistes et collectifs qui passent par chez nous de rédiger des lettres de soutien que nous avons transmises aux pouvoirs publics afin de prouver la légitimité – et la nécessité – de cet endroit. Suite à cela, nous avons obtenu quelques subsides qui nous ont permis de finaliser les travaux. Heureusement, nous avons pu prendre notre temps, mais

parfois, nous avons eu le sentiment qu'à chaque nouvelle inspection, on exigeait de nous des travaux supplémentaires. À un moment, on avait l'impression d'être les seuls à être contrôlés ou qu'on nous en voulait, mais nous nous sommes rapidement rendus compte que d'autres lieux étaient également dans le collimateur des autorités, surtout après l'[explosion dans la rue Léopold](#) en 2010. Suite à cela, les contrôles sont devenus plus systématiques dans les lieux ouverts au public. Cela a créé une ambiance un peu paranoïaque. Moi, je suis favorable aux normes de sécurité, encore faut-il nous en donner les moyens : pourquoi, par exemple, n'existe-t-il pas de cellule qui facilite le dialogue entre les lieux et les différentes autorités ?".

C'est son succès qui a valu à L'An Vert ses premières inspections en 2007 : "Quand nous avons commencé, nous étions des artistes qui se souciaient peu de ces questions-là. On était un peu naïfs, et personne n'avait jamais pensé à appeler les pompiers. D'ailleurs, on n'avait pas d'argent. On a eu la chance de pouvoir fonctionner pendant 5 ans sans être inquiétés, mais je pense que ça ne se passerait plus comme ça aujourd'hui. En 2007, L'An Vert était déjà connu, et on a pu compter sur notre petite notoriété pour avoir les soutiens qu'on a eus".

Depuis, L'An Vert a pu embaucher deux temps pleins et demi, ce qui met la salle face à de nouvelles obligations : "Comme nous employons une femme et deux hommes, des toilettes séparées sont de rigueur, et bien que nous ne soyons pas encore embêtés par l'inspection du travail, de nouveaux sanitaires augmenteront notre confort, ainsi que celui de notre public".

Ces travaux – que l'équipe de L'An Vert espère bien être les derniers – auront lieu durant l'été 2017.



Photos : Marc Gavage

À un saut de puce de là, au bord de la Dérivation, se dresse [La Zone](#) : asbl fondée en 1988, elle obtient le statut de maison de jeunes avant d'ouvrir la salle de concert que l'on connaît au tout début des années 90 et emploie aujourd'hui 5 et demi équivalents temps plein organisés en autogestion.

"Il est vrai que nos premiers concerts, en 1990 et 1991, étaient organisés dans la cave, sans ventilation, et qu'il fallait passer à travers un trou dans le mur pour y accéder", m'explique Pierre. "Souvent les lieux doivent exister un peu avant de pouvoir s'équiper, spécialement quand ils sont un peu clandestins ou hors des circuits connus et reconnus. L'intérêt de se mettre aux normes, c'est tout simplement la survie de l'endroit : si tu n'es pas en règle, soit tu fermes, ou tu vis dans la clandestinité. Certains font le choix de cette clandestinité et ont conscience des risques encourus. La Zone étant une maison de jeunes, nous ne pouvions pas choisir cette voie-là, sans quoi, on allait nous retirer nos subsides, par exemple".

Il poursuit : "En règle générale, les pompiers inspectent les lieux dans l'optique de ne pas perdre d'hommes en cas d'incendie – et donc de protéger le public, évidemment. Ça part d'un certain bon sens, mais le problème, c'est que les travaux de mise aux normes coûtent extrêmement cher et que les lieux un peu alternatifs ne bénéficient pas d'aides pour se mettre à jour : ils ont un temps déterminé pour effectuer un certain nombre de transformations, et ils ont intérêt à être bricoleurs ou à avoir de l'argent de côté. C'est facile d'établir des normes de sécurité, mais ça met en danger la viabilité des endroits, et la vraie question est : quelle est la politique culturelle qui permet aux endroits alternatifs de respecter ces normes ?".

Outre la paranoïa occasionnée par l'explosion de 2010, Pierre souligne également celle qui a immédiatement suivi la récente vague d'attentats à Paris et à Bruxelles : "Je crois qu'on vit dans une société qui rejette de plus en plus la mort. La paranoïa monte, on voit le danger partout, les politiciens profitent de cette ambiance pour récolter des voix et, au passage, faire passer des lois de plus en plus liberticides. Ce qu'ils oublient, c'est que les gens qui gèrent et sortent dans les endroits qu'ils souhaiteraient voir fermer pour soi disant faire plaisir aux électeurs votent eux aussi".



Zeudi Gourmand à La Zone. Photo : Marc Gavage

Entre cahiers des charges stricts et envie de poursuivre leurs activités, beaucoup d'endroits se retrouvent en équilibre précaire face à des exigences parfois paradoxales. Le marché de la sécurité est juteux, et les petites structures en sont parfois le jouet, coincées entre des pouvoirs publics qui les soumettent à des réglementations sans véritablement les soutenir, et des entreprises privées florissantes auxquelles elles sont contraintes d'acheter des matériaux homologués ou parfois la pose de ces matériaux. Faire appel à un assureur dont le devis peut servir de canevas dans le dialogue avec les différents interlocuteurs permet généralement de gagner beaucoup de temps.

Il y aura évidemment toujours des gens qui se moquent des normes de sécurité, et pourtant, les immenses difficultés à se mettre à jour pour ceux qui le souhaitent condamnent bon nombre de structures à la clandestinité, et donc à encourir des risques – de sécurité, de viabilité. Et cette clandestinité les condamne à rester invisibles. Or, il est absolument nécessaire de visibiliser les invisibles. C'est vrai pour les lieux de création et d'expression se développant en dehors des sentiers battus, c'est vrai aussi pour tous ces groupes d'individus que d'aucuns aiment à considérer comme étant en marge de la société – les artistes, les chômeurs, les minorités ethniques ou sexuelles... Quand les médias cesseront de ne parler de ces endroits et de ces individus que lorsqu'un drame survient, quand ils daigneront traiter avec rigueur les "hors normes" sans les pointer du doigt, et quand les pouvoirs publics faciliteront de leur côté la mise aux normes de ces "hors normes", alors seulement un réel dialogue sera possible.

Il faut que le simple quidam cesse d'avoir peur de se rendre dans ces endroits inconnus du grand public parce que, au mieux, totalement invisibles, au pire, représentés comme des lieux de perdition.

Le drame du Ghost Ship aurait pu être évité si les administrations n'avaient pas [réduit de manière drastique](#) les [budgets des pompiers](#) au fil des ans (mise à jour du 22 décembre 2016 : selon ce [récent article du New York Times](#), c'est le manque d'effectifs et non l'absence de budgets qui serait à l'origine du laxisme des autorités). Sans surprise, ces mêmes administrations répondent aujourd'hui par une multiplication [des contrôles et des expulsions](#), tandis qu'une levée de fonds pour soutenir les victimes de l'incendie d'Oakland et leurs familles a été lancée par une association de San Francisco sur la plateforme [YouCaring](#).

Quant à [L'An Vert](#), le [Cercle du Laveu](#) et [La Zone](#), soutenez-les en y allant parce que la culture, c'est comme la confiture : c'est triste quand il n'y en a plus !